

عمال مهاجرين في النضال

N° 59 8ème année
6 / 7 1984

Travailleurs
Immigrés en
Lutte



Organe de l'Organisation Communiste Révolutionnaire Internationaliste
d'Algérie

3 F

FRANCE :

CITROËN : interview

- Contrôlons nos grèves !

- Banlieues-dortoirs

ALGERIE :

Le code de la famille

Le statut du travailleur

Prisonniers politiques

INTERNATIONAL :

35 h - ALLEMAGNE

Grève des mineurs -
ANGLETERRE

ALLEMAGNE : 35 HEURES

ANGLETERRE : MINEURS

FRANCE : CITROËN

MÊME COMBAT !

ALGERIE

A BAS

LE SALAIRE AU

RENDEMENT !



FRANCE

CITROËN: VIEW

CONTRÔLONS NOS LUTTES!

Le 11 mai, les travailleurs de Citroën-Aulnay ont occupé leur usine. Nanterre, Asnières, Levallois, St-Ouen ont suivi. Ce sont 5 entreprises sur 6 qui ont été touchées par le mouvement. 5.000 travailleurs se sont mobilisés pour s'opposer aux 6.081 licenciements prévus.

Par l'occupation, qui a duré près de 2 semaines, les travailleurs de Citroën ont exprimé leur détermination à s'opposer aux attaques que lance la bourgeoisie contre eux.

Si cette grève massivement suivie dénote une réelle combativité de la part des travailleurs, il n'en reste pas moins que les dirigeants syndicaux, le gouvernement et les patrons ont tout fait pour éviter l'extension du mouvement, isoler les travailleurs de Citroën et faire reprendre le travail sans qu'aucune mesure concrète soit prise.

Face à la mobilisation de milliers de travailleurs, le gouvernement n'a pas entendu adopter les mêmes méthodes que pour Talbot; les départs en pré-retraite, l'"aide au retour", que 95 % des travailleurs ont refusée, les stages de conversion, n'ayant pas réussi à faire passer les licenciements et la colère des travailleurs, il a fallu trouver d'autres "mesures sociales". Il propose :

- Un réaménagement du temps de travail avec diminution des salaires
- 4.000 licenciements sous forme de "mesures sociales" (pré-retraites, ...)
- Le report de 3 mois de la décision des 2.600 licenciements, c'est-à-dire au 16 août, moment propice pour attaquer les travailleurs, quand ils ne seront pas là pour riposter.

Le gouvernement essaie de gagner du temps; en espérant que d'ici l'été, au 30 juin, les travailleurs seront assez démobilisés et découragés, pour annoncer les 2.900 licenciements (nombre qui correspond, selon la direction, au sureffectif Citroën - cf Le Monde du 7 juin).

Le gouvernement se félicite d'ailleurs que son intervention du 18 mai ait mis un terme à une occupation qui, si elle avait duré, aurait mis la "marque en péril" (Le Monde du 7 juin).

En attendant, la direction de Citroën peut se frotter les mains. Elle a réussi à faire reprendre le travail. Elle a même imposé une augmentation des cadences pour rattraper le "retard de production", et les 1,3 milliards de francs "perdus" depuis un an! Comme si toutes les grèves étaient la cause de ce "déficit"!

Mais ce qu'il faut souligner, c'est que même dans les entreprises où il n'y a pas de grèves, les patrons affirment qu'ils sont "déficitaires"!

Mais l'évolution de la grève n'aurait pas été telle sans la complicité des directions syndicales.

Les syndicats, et la CGT qui est majoritaire à 52,08 % à Citroën, en tête, ont utilisé un langage "pseudo radical" pour faire oublier qu'ils étaient d'accord pour les 1905 licenciements à Talbot.

.../...

FRANCE
CITROËN

Mais une fois de plus, ils se sont appuyés sur la lutte unitaire des travailleurs et ont tout fait pour les isoler et les diviser.

- En évitant une mobilisation de masse : la CGT et la CFDT qui avaient organisé le 16 mai une manifestation du département 93 aux heures de travail n'ont pas appelé les travailleurs de Nanterre et d'Asnières. Elles ont isolé les travailleurs des différentes usines Citroën en les cantonnant dans leurs usines.

- En empêchant tout contact entre les travailleurs qui venaient manifester leur solidarité et les travailleurs qui étaient cloisonnés dans l'enceinte de l'usine.

Les syndicats se sont bien gardés d'étendre la lutte aux autres usines de l'automobile, ou aux autres secteurs comme la sidérurgie, les chantiers navals, où les problèmes qui se posent aux travailleurs sont les mêmes. Ils ont tout fait pour éviter que l'unité la plus large s'établisse. Bien au contraire, ils ont tout fait pour morceler les luttes, boîte per boîte, secteur par secteur.

Les directions syndicales ont été vé le ton, sans toutefois heurter le gouvernement et les patrons. Leur but était de faire une démonstration de force afin qu'on les prenne en considération dans le déroulement des négociations. Elles ont également pris l'initiative du mouvement pour ne pas être débordées plus tard par le mouvement spontané des travailleurs.

En fait, même si les syndicats disent défendre les travailleurs, et se disent prêts à mener la lutte jusqu'à la victoire, ce qu'ils font, c'est de crier "Victoire!" dès que le gouvernement parle de négociations alors que pour les travailleurs rien n'est acquis; alors que les négociations qui aboutiront à des concessions bidon qui se feront sur le dos des travailleurs.

Si on voit bien que dans la pratique ils ne défendent pas les intérêts des travailleurs, on le comprend mieux dans les discours : ce que préconise le syndicat avant tout, c'est de sauvegarder la marque; la stabilité de l'économie nationale. La véritable nature des syndicats apparaît plus clairement lorsque la CGT, par la voix d'André Sainjon, admet les licenciements dans la mesure où la direction est capable de justifier sa thèse (de licenciements nécessaires). Ou que Edmond Maire déclare qu'il "faut être réaliste : il y a des sureffectifs dans l'industrie française", et qu'il faut préconiser en conséquence les licenciements.

Entre le gouvernement, le patronat, et les dirigeants syndicaux il y a toute une manoeuvre pour que la lutte des travailleurs de Citroën ne fasse pas tache d'huile.

Alors pour que notre combat aboutisse, il ne faut s'en remettre ni au gouvernement dit de "gauche" ni aux syndicats: ce qu'il faut c'est prendre nos luttes en main et les unifier, car il n'y a pas que Citroën qui est touché par les licenciements. Si on continue à se battre au coup par coup, nous serons isolés et affaiblis. C'est tous ensemble qu'il faut lutter, car nous nous battons pour la même cause. La seule manière efficace sera de s'organiser en comité de grève avec des délégués élus et révocables, où tous les travailleurs, syndiqués ou non, pourront s'exprimer de façon démocratique, c'est-à-dire en assemblée générale; en déléguant des travailleurs dans les autres boîtes pour établir le contact et étendre la lutte aux autres entreprises et secteurs !

INTERVIEW:

Nous reproduisons ici le point de vue d'un camarade en lutte de Citroën :

- Comment a commencé la grève ?

C'est d'abord Aulnay qui a commencé l'occupation, le vendredi 11 mai, sur le problème des licenciements; puis le lundi 14, on a suivi à Levallois, Nanterre et Asnières le 15. On a occupé pour refuser les licenciements.

- Comment s'est déroulée l'occupation de l'usine de Levallois ?

On a commencé à travailler le lundi 14 au matin. Aux portes, les militants CGT diffusaient des tracts pour l'arrêt du travail. A 8h 30, au moment de la pause pour le petit déjeuner, à l'appel des délégués syndicaux, on a arrêté le travail. Alors, la discussion a commencé entre les patrons, les cadres, la maîtrise d'un côté, et les délégués CGT de l'autre. La discussion a duré jusqu'à la fin de la première équipe à 14h 45, et les patrons ont remis les clés de l'usine aux délégués CGT. Les délégués étaient en majorité français, mais il y avait aussi parmi eux des portugais, et des maghrébins. Après 14h 45, seuls le directeur et le chef de secteur sont restés, de tous les cadres, et cela jusqu'à 17h. Là, nous sommes restés pour l'occupation, tous les travailleurs et les délégués.

- Les travailleurs ont-ils été présents pendant toute l'occupation ?

On peut dire qu'à peu près 60 % des travailleurs étaient constamment présents. L'occupation a duré 8 jours, jusqu'au lundi 21 mai au matin. Alors le week-end, tu sais, il faut faire le marché, s'occuper des enfants, et beaucoup de travailleurs n'étaient pas présents. Mais dans l'ensemble, on était en nombre suffisant.

- Comment les travailleurs ont-ils accueilli la nouvelle de la reprise du travail ?

On a vu cela comme une victoire : la direction a cédé, disant qu'il n'y aurait pas de licenciements pendant cinq mois, et qu'après il y aurait des négociations.

- Mais ce n'est pas une vraie victoire, le problème est reporté aux vacances d'été, quand tout le monde est en vacances. Alors qu'en pensent les travailleurs ?

On pense que de toute façon c'est un précédent. Jamais on n'a été aussi unis à Citroën. Jusqu'à présent, il n'y avait que des débrayages d'une heure et d'une demi-heure à l'appel de la CGT, et même pas suivis par tout le monde. Cette fois, la CGT a réussi à unir tout le monde : on était mélangé, et pas seulement les immigrés. Il y avait 5 à 10 % de travailleurs français, 15 % de travailleurs portugais, avec nous maghrébins.

- Tu dis que la CGT a réussi à unir les travailleurs ?

Oui, mais la CGT, c'est nous. Sans les travailleurs, la CGT n'est rien.

- Tu penses quand même que la direction de la CGT, c'est aussi les travailleurs, quand elle appelle à la reprise du travail, alors que presque rien n'est gagné ?

La direction de la CGT nous explique qu'elle a des problèmes avec le gouvernement; que la police et les CRS risquent de rentrer dans l'usine et de tout démolir. De plus, il y a le problème du racisme. Beaucoup de gens pensent que nous, les travailleurs immigrés et surtout les maghrébins, sommes responsables du chômage, de la délinquance, etc.. Je crois que la CGT ne veut pas choquer ceux qui pensent comme ça, et qu'en même temps elle doit soutenir notre lutte.

.../...

Ne crois-tu pas que si la CGT avait réellement voulu soutenir la lutte des travailleurs contre les licenciements et l'austérité, elle aurait étendu les luttes ?

Moi, je suis sûr que les travailleurs de Renault, de Chausson, de Talbot, auraient suivi si l'occupation avait duré. C'est pour cela que je pense que la direction de la CGT ne veut pas d'ennuis avec le gouvernement ; en faisant durer la grève plus longtemps, elle aurait peut-être eu d'autres problèmes avec les autres luttes.

Mais je crois que nous autres travailleurs, nous ne sommes pas assez conscients. C'est pour cela que je dis que cette fois-ci c'est bien, car nous étions tous unis.

Que penses-tu de l'aide au retour ?

Je pense qu'ils veulent nous expulser et que pour cela ils sont obligés de mettre les formes. Moi même si on me propose 30 millions, je refuse, parce-que je veux me battre ici contre les licenciements.

Mais je trouve qu'elle est appliquée de manière terroriste à Citroën ; les agents de maîtrise nous obligent à nous décider rapidement et à signer, sans nous donner le temps de réflexion.

De plus il n'y a aucune information sur cette "aide". On ne sait pas s'il faudra payer des impôts dessus, si on a quand même la retraite après 60 ans, de quelle caisse vient cet argent, comment est calculée cette prime...

Comment se présentent les choses actuellement à Levallois ?

On a des espoirs maintenant qu'on a été solidaire dans la grève. Mais on sait qu'il va y avoir des départs. La direction parle quand même de 3 000 départs en préretraite, et il y a actuellement 500 volontaires pour l'aide au retour. Même si beaucoup ne sont volontaires que par dégoût, on va faire cracher le maximum à la direction pour leur prime.

Mais on sait de toute façon que c'est nous, les travailleurs, qui devons prendre en charge notre lutte.

COURRIER :

Nous publions ici la lettre qu'une jeune lectrice de TIL, immigrée et habitant une cité de la banlieue parisienne, nous a fait parvenir :

"La bourgeoisie française a fait venir pour les besoins de développement de son capital des milliers de travailleurs immigrés, elle les a ensuite parqués dans des cités insalubres, dégueulasses, des bidonvilles, des cités de transit gérées par la Cetrafa et la Sonacotra.

Nous vivons dans une cité de la banlieue parisienne depuis 8 ans sans aucun moyen d'expression, pas de centre culturel, pas d'espaces verts pour les enfants, pas de cabine téléphonique, pas de centre administratif, et pour faire les courses, des camions ambulants seulement sont à notre disposition.

Par contre, nous sommes entourés d'autoroutes, d'usines, et par-dessus le marché le chemin de fer !

Aujourd'hui, depuis presque un an et demi, la cité est en grève des loyers : les loyers atteignent 2.000 F pour un F 5 et 2.600 F pour un F 6 ! C'est scandaleux de payer une telle somme lorsque les mesures d'hygiène, de sécurité et d'expression ne sont pas à notre disposition !

Nos revendications sont les suivantes :

- Nous demandons - des centres culturels,
- de l'espace pour les enfants,
- + la rénovation de la cité.

Mais ce qui serait encore mieux, c'est de raser les cités et reloger leurs habitants.

Face à notre mobilisation, la Cetrafa a vendu la cité à l'Etat, et l'Etat a donné quelques miettes : il a fait en sorte que les habitants se calment en faisant peindre le hall des bâtiments (ce qui doit se faire obligatoirement tous les 4 ans), en faisant construire une place pour jouer au football; les enfants n'ont pas le droit d'y accéder et cette place est entourée de grillage !

Notre cas n'est pas un cas isolé, plusieurs cités ont les mêmes problèmes, je ne citerai que quelques cités : la cité de Bezons, la cité Gutenberg à Nanterre, la cité de Grésillons à Gennevilliers... S'il fallait toutes les citer, nous n'en finirions pas !

Alors il faudrait peut-être nous réveiller, nous qui vivons dans la merde et autour de la merde.

Nous proposons qu'une mobilisation générale soit faite.

Pour notre bien évidemment !! "

ANGLETERRE:

Vive la lutte des mineurs !

La grève des mineurs en Angleterre en est à sa 14^{ème} semaine. Elle a engagé 140.000 grévistes dans la bagarre, et survient après 4 années de paix sociale (la grève de la sidérurgie en 1980, soldée par un échec). Ils tiennent bon, et Arthur Scargill, un de leurs leaders, a déclaré que s'il le fallait, ils tiendraient jusqu'à décembre prochain.

Qu'est-ce qui a déclenché cette grève ?

I- LES REVENDICATIONS :

La grève est partie d'un petit nombre de puits du Yorkshire, après que les patrons du charbonnage ont décidé 20.000 licenciements, et la fermeture de 20 puits. Cette décision a provoqué une explosion de colère, surtout devant l'intransigeance du représentant du Charbonnage, Ian Mc Gregor. Le 1^{er} jour, 29.000 grévistes ont organisé des piquets de grève volants. Le mouvement a été spontané (le syndicat n'a fait en réalité que prendre le train en marche), les grévistes empêchant les travailleurs récalcitrants de travailler. Pour empêcher les licenciements, l'austérité et la fermeture des puits, les mineurs sont allés jusqu'à organiser des piquets devant les centrales thermiques, pour arrêter toute arrivée de charbon.

La grève s'est rapidement étendue au pays tout entier, malgré la volonté du syndicat de la cantonner au Yorkshire.

Les mines d'Ecosse et du pays de Galles sont d'ailleurs traditionnellement des bastions du parti communiste anglais. Arthur Scargill, leur leader syndical actuel, est le dirigeant du NUM (Syndicat National des Mineurs); membre du parti communiste lui-même, il avait démissionné l'année dernière de son poste au Conseil Général du TUC (Conseil Syndical National, organe supérieur), et il semble très populaire chez les mineurs. Scargill, ancien mineur de fond lui-même dans un puits de Barnley, dans le Yorkshire, s'était distingué lors de la grande grève des mineurs de 1972 - avant de devenir un membre haut placé du syndicat. Dès 1975, il était le candidat officiel à la présidence du NUM ; la seule différence entre les 2 grèves est que celle de 1972 était offensive, pour augmenter les salaires, etc., et que celle d'aujourd'hui est défensive, pour la sauvegarde de l'emploi. Mais nous allons voir qu'elle est pourtant très combative et bien organisée.

II- LES PERIPETIES DE LA GREVE :

De grandes manifestations ont été organisées dans les villes minières. Les femmes des mineurs se sont organisées elles aussi, et participent aux piquets de grève le plus souvent. Les syndicats locaux ont organisé de vastes collectes, et des délégations d'ouvriers viennent de différentes villes leur apporter à manger. D'une façon générale, les autres métiers soutiennent les mineurs. Les dockers, par exemple, refusent de débarquer le charbon d'importation. Les ouvriers des transports et du rail ont également suivi, et ces actions de solidarité ont culminé le lundi 9 mai, où d'autres catégories de travailleurs ont respecté un jour de grève en soutien aux mineurs.

Ce jour a été largement suivi dans toute l'Angleterre et en Ecosse, malgré le fait que le secrétaire général du TUC, Mr Len Mc Murray, l'ait condamné comme "illégal" !

De même, la police a été très violente contre les mineurs, et auprès des mines, de nombreuses patrouilles ont été emmenées pour assurer l'"ordre" de Mc Gregor et des Tories (gouvernement de Mme Thatcher). Ils ont multiplié les mesures d'intimidation : il y a une loi en Grande Bretagne qui veut que les grévistes n'ont le droit d'organiser des piquets que sur leur mine, et pacifiquement. Comme les grévistes ont fait des piquets volants, il y a eu par exemple des centaines d'arrestations dans le Nottinghamshire. Les policiers provoquent les grévistes, et les arrêtent pour "obstruction à la police", ou pour vagabondage. Les enfants sont interrogés dans leurs écoles, et on leur demande si leurs parents ont eu des "visiteurs", pour découvrir d'éventuels militants. Les enfants qui portent des badges en faveur du NUM sont renvoyés chez eux de l'école.

Enfin, une campagne de presse se développe en ce moment, qui veut faire croire que de plus en plus, les travailleurs veulent reprendre le travail et que les grévistes utilisent des méthodes terroristes contre eux.

L'attitude du syndicat NUM représenté par Scargill, qui compte parmi la gauche radicale syndicale, est relativement ambiguë. Encore aujourd'hui, il emploie un langage très intransigeant, il s'est fait arrêter lui-même ainsi que sa femme, il est de tous les combats, et a appelé à la solidarité les autres catégories de travailleurs. Ceci dit, bien des occasions ont été manquées pour généraliser la grève. Par exemple, le NUM n'a pas avancé de mot d'ordre général aux mineurs, capable de les unifier dans leurs particularités, ni de mot d'ordre susceptible de défendre les intérêts des autres catégories (contre l'austérité, etc...). Scargill a allégué que pour cela, il aurait fallu organiser un vote, et que 55 % des voix par bulletins secrets se prononcent pour la grève. Mai- il n'a rien fait pour organiser ce référendum.

Le dirigeant syndical national, Len Murray, s'est d'ailleurs servi de ce fait pour déclarer cette grève "illégal" ! Les seules actions ont été d'appeler à un jour de "solidarité" les autres catégories (seulement !) et non pas à engager une grève générale. On retrouve là bien sûr les manoeuvres syndicales. Pourtant, le 9 mai, en Ecosse, des dizaines de milliers de mineurs étaient descendus dans la rue, prêts à en découdre.

N'oublions pas non plus que ces revendications unitaires et inter-catégorielles auraient été d'autant plus faciles à engager que aujourd'hui, Thatcher envisage 14.500 licenciements chez les cheminots d'ici 2 ans, 15.000 chez les sidérurgistes, plus de 10.000 dans les chantiers navals, des milliers dans les hôpitaux, les docks, etc... Que 500.000 fonctionnaires, 235.000 enseignants multiplient ces dernières semaines les grèves tourmentées... Ravenraig en Ecosse et Llawern au pays de Galles sont 2 aciéries qui vont être fermées, etc...

Un contexte plus qu'explosif !

D'autre part, Scargill et le NUM ont déjà reculé : il n'était pas question avant de négocier si Ian Mc Gregor et les charbonnages ne revenaient pas sur leurs décisions. Les négociations aujourd'hui se sont engagées sans que les patrons aient changé de position...

Ce n'est certainement pas de cette manière que la grève sera victorieuse !

.../...

III- CRISE POLITIQUE EN ANGLETERRE :

Cette grève a, à bien des égards, accru les tensions entre les différentes cliques de la bourgeoisie.

- Au sein du syndicat lui-même, où Arthur Scargill a été désavoué par la direction nationale du syndicat qui n'avait pas été consultée au début de la grève. La volonté de Len Murray de déclarer la grève "anticonstitutionnelle" fait évidemment le jeu des patrons qui y voient un cheval de bataille. Pourtant, par définition, une grève est contre l'ordre bourgeois, et elle n'est pas non plus démocratique, au sens où il y a des combats entre les grévistes et les jaunes, où c'est l'avant-garde des travailleurs qui se battent pour leurs intérêts. Par conséquent, toutes les tentatives legalistes des syndicats ne concernent pas les intérêts des grévistes. Scargill et les mineurs ont déclaré qu'ils passaient outre.

Ceci dit, malgré les divergences apparentes entre Scargill - la gauche dure du syndicat à obéissance communiste- et le parti travailliste au sein du syndicat, les faits nous font comprendre qu'ils se partagent le travail: Scargill, avec son langage "radical" contrôle très bien la grève, et beaucoup de grévistes ne comprennent pas qu'en fait, le manque de perspectives unitaires, cherchant à toucher d'autres catégories de travailleurs, va faire sonner le glas de leur propre grève, ni que Scargill, malgré ses airs combattifs, a déjà reculé.

D'autre part, le Parti Travailliste, tout en essayant de contenir la grève et de la désamorcer avec des compromis multiples et trompeurs, espère bien tirer profit de cette grève et ne pas trop se couper de sa base électorale ouvrière en vue des prochaines élections. Cela l'amène à une certaine prudence...

Enfin, les Tories et Mme Thatcher sont en mauvaise posture, malgré le fait que la combativité est en train de s'épuiser sous les manoeuvres syndicales. Pourtant, la gauche travailliste avait dans son temps fermé bien plus de puits et licencié davantage de mineurs, que ce que Mme Thatcher et Mc Gregor essaient de faire aujourd'hui.

CONCLUSION :

Il est certain que Scargill et la gauche du mouvement syndical utilisent le mécontentement des travailleurs dans le cadre des rivalités entre le PC et les travaillistes. Pourtant, pour l'instant, ce sont des dizaines de milliers de mineurs et d'autres travailleurs qui mènent la lutte pour la défense de leurs intérêts, et seul le langage radical de Scargill lui permet pour le moment de garder la direction du mouvement. Cette grève a en tout cas utilisé des méthodes violentes et combatives pour se faire entendre ; il lui manque le contrôle réel des mineurs sur leur propre grève, et des revendications unitaires permettraient à d'autres catégories de travailleurs de venir grossir leur mouvement.

Cette lutte s'inscrit dans le cadre des combats qui se livrent un peu partout en Europe, où les travailleurs commencent à se défendre comme ils peuvent contre les coups de la crise.

Il est vital aujourd'hui que les travailleurs de France, d'Allemagne, d'Italie, comprennent que la lutte qu'ils mènent aujourd'hui est la même, de même qu'il est vital qu'ils prennent leurs combats en main et s'opposent aux bureaucraties syndicales.

La grève des mineurs anglais est en tout cas un bel exemple de combativité pour les mineurs français, pour les travailleurs de l'acier et de l'automobile qui sont dans la même situation !

INTERNATIONAL

ALLEMAGNE

35 heures sans réduction de salaire !

La lutte pour la semaine de 35 heures de travail sans réduction de salaire bat son plein en Allemagne. Des dizaines de milliers de travailleurs sont en grève, et des piquets de grève sont organisés dans les entreprises. Toutefois, cette lutte arrive à un tournant critique : des négociations entre les syndicats et leurs "partenaires sociaux", c'est-à-dire le patronat et le gouvernement unis, ne sont pas à écarter. Et les conséquences de ces négociations, on le devine, seraient l'adoption de mesures contraires aux intérêts des travailleurs.

LE DEROULEMENT DE LA GREVE :

Depuis plus d'un an, le mouvement syndical allemand se prépare à aborder la revendication des 35 heures. Ce mouvement syndical, organisé en une confédération nationale, la DGB, regroupe 17 syndicats de branches qui ne sont pas tous d'accord avec la bataille pour les 35 heures.

Les syndicats les plus combatifs sont l'IG Metall (Syndicat des Métallurgistes, le plus important en nombre avec 2M600.000 travailleurs) et l'IG Druck und Papier (Syndicat de l'imprimerie, petit syndicat).

En Allemagne de l'Ouest, le code du Travail est régi par des accords salariaux signés par les syndicats de branches et les patrons. Ce code prévoit que les syndicats s'engagent à maintenir la paix sociale pendant un certain temps après l'expiration des accords salariaux.

En février dernier, les accords salariaux dans la Métallurgie ont expiré, et les "partenaires sociaux" n'étaient pas arrivés à un accord. Parallèlement aux négociations avec le patronat, le 13 mars, l'IG Metall déclenche un mouvement de grèves d'avertissement. Ces grèves, parfois suivies de meetings ou de manifestations rassemblant tous les travailleurs d'une même ville, se sont accentuées les 5 et 6 avril, où 132.000 travailleurs de la Métallurgie ont participé à une grève devenue nationale.

Le 6 avril, les négociations entre l'IG Metall et le patronat se durcissent : 135.000 travailleurs débraient dans tout le pays autour de la revendication pour la journée de 7 heures de travail.

C'est surtout dans la région de Bade-Wurtemberg, où il y a les usines Benz-Daimler et Porsche, que cette revendication est quasi-unanimement appuyée : 90 % des 90.000 travailleurs qui ont débrayé.

Fin mars, l'IG Druck und Papier (Syndicat des livres et des journaux), petit syndicat de 145.000 membres, se retrouve à l'expiration des accords salariaux et donc libre de déclencher des grèves. Dans ce secteur, la mise en place de nouvelles technologies a accru le chômage, et on enregistre une augmentation du taux de syndicalisation des travailleurs. Les grèves des Travailleurs ont entraîné des retards dans la publication des journaux et des baisses de tirage.

Le 7 avril, après plusieurs grèves d'avertissement, le mot d'ordre de grèves tournantes de 2-3 jours dans quelques entreprises pilotes est voté pour plus d'efficacité : en effet, il faut savoir que le statut des syndicats ouest-allemands oblige ces derniers à verser des indemnités aux travailleurs qui participent aux grèves reconnues officiellement.

.../...

L'IG Druck und Papier continue donc à appeler les travailleurs à de courtes grèves successives bloquant la parution des journaux.

Le 12 mai, l'IG Metall appelle à une grève illimitée dans le Bade-Wurtemberg (région de Stuttgart), suivie par 24.000 travailleurs.

Le 21 mai, ce mot d'ordre est lancé dans le Hesse (région de Francfort) et 32.000 travailleurs suivent.

LA DIVISION AU SEIN DE LA DGB :

Parmi les 17 syndicats de branches regroupés au sein de la DGB, certains ont choisi les négociations avec le patronat, et sont même parfois arrivés à des accords tels que le maintien des 40 heures hebdomadaires de travail, moyennant des augmentations de salaires. C'est le cas dans les secteurs du bâtiment, de la chimie, de l'alimentation, du textile...

Mais certains syndicats se sont associés à l'IG Metall pour l'objectif des 35 heures, dont le syndicat des Services Publics et des Transports, le 2ème en nombre, qui regroupe 1M700.000 travailleurs et a rejoint le 11 avril, et aussi le syndicat des enseignements, celui des banques, celui des postiers...

C'est donc un facteur important de division pour les travailleurs allemands.

LE PATRONAT ET LE GOUVERNEMENT UNIS CONTRE LES TRAVAILLEURS :

Le patronat, au niveau national, réagit bien entendu contre les 35 heures. Le prétexte est que cela ruinerait l'économie allemande. Il va même jusqu'à affirmer que cela accentuerait le chômage.

La seule chose que le patronat dans son ensemble soit prêt à négocier, c'est la retraite anticipée à 58 ans, avec 65 % du salaire (signalons au passage qu'elle s'accompagnerait d'une aide de l'Etat aux entreprises correspondant aux 35 % restants, et qu'elle ne concerne pas le secteur public et les PME de moins de 20 personnes).

Le seul langage du patronat pour l'instant a été le lock-out de tous les travailleurs des entreprises de plus de 2.000 employés dans le Bade-Wurtemberg, avec la complicité du gouvernement qui a décidé de ne pas indemniser les travailleurs en chômage technique.

D'ailleurs, la DGB a appelé le 28 mai à un rassemblement dans la ville de Bonn, suivi par plus de 200.000 travailleurs venus de tous les coins du pays. Mais c'était uniquement pour protester contre la décision de l'Office du Travail de ne pas indemniser les travailleurs mis en chômage technique !

Mais dans certains secteurs, où de nouvelles installations automatiques existent et permettent une grande productivité, comme dans les usines BMW, le patronat se dit prêt à accepter les 36 heures sous la forme de 4 équipes de 9 heures : c'est un autre facteur de division.

Il est significatif de constater que le gouvernement est ouvertement solidaire du patronat : ainsi, le chef de ce gouvernement de droite, au pouvoir depuis un an et demi et regroupant les chrétiens-démocrates (CDU), les chrétiens-sociaux (CSU) et les libéraux du FDP, le chancelier Kohl, a qualifié la revendication des 35 heures d'idiote et d'absurde.

.../...

Le Ministre de l'Economie, le comte Lambsdorff, s'est levé en plein Parlement (Bundestag) pour qualifier le syndicat de l'Imprimerie de "groupuscule marxiste" !

Même les forces d'"opposition", le SPD (Socialiste) et les Verts (Ecologistes), n'apportent qu'un soutien timide à la lutte pour les 35 heures. Cela n'a rien d'étonnant quand on se rappelle la politique menée par le SPD quand il était au pouvoir.

CONCLUSION :

Ce mouvement de grève est le plus important qu'ait connu l'Allemagne depuis la grève des métallos de 1978. Il dénote incontestablement une réelle combativité des travailleurs. Mais le mouvement reste faible.

Il est complètement contrôlé par la bureaucratie syndicale. La seule chance pour les travailleurs d'obtenir gain de cause est l'extension de la grève. Actuellement les grévistes sont assez isolés.

Face au lock-out des patrons, les travailleurs non-syndiqués et les non-grévistes se retournant contre les grévistes.

Les bureaucrates syndicaux, en cantonnant la lutte à certains secteurs, se font les agents objectifs de la division des travailleurs. En ne proposant que des actions de solidarité-bidons aux travailleurs qui ne sont pas en lutte, ils contribuent à isoler les grévistes avec le risque évident de les décourager, de les épuiser en vain.

Tant que les bureaucraties syndicales continueront à contrôler le mouvement, tant que les travailleurs ne prendront pas eux-mêmes leur lutte en charge, ils courront toujours le risque de voir leur lutte dévoyée.

Algérie

Mobilisons-nous

contre la répression !

Le 12 mai dernier, Chadli a annoncé l'amnistie de 90 détenus politiques. Comme cela était prévisible (cf dernier TIL), ce sont principalement des prisonniers politiques bourgeois qui ont bénéficié des mesures d'amnistie. Des Ben-bellistes comme les deux anciens ministres Nakkache et Ali-Yahia Abdennour et des militants intégristes comme l'imam Sahnoun et le professeur de sociologie Abbas El-Madani.

De tous temps, la répression exercée par les régimes bourgeois, même les plus dictatoriaux, a été sélective. Pour en revenir à l'Algérie, il n'y a qu'à rappeler le sort qui est fait aux bureaucrates bourgeois accusés de corruption, qui sont dans la plupart des cas relâchés après des périodes d'emprisonnement symboliques, ou encore comparer les assignations à résidence de Ben Khedda, Ferhat Abbas, etc (lors de la publication d'un document réclamant des "libertés démocratiques") il y a quelques années, avec le sort que subissent les travailleurs et les jeunes combattifs et révoltés. Ils sont torturés et croupissent encore aujourd'hui dans l'anonymat des prisons du régime.

Par ces amnisties, le régime veut redorer son image de marque à peu de frais. Il fait une tentative de récupération des courants d'opposition bourgeois et en même temps il tient à afficher sa force en montrant qu'il ne les craint pas vraiment. Cela est valable pour les Ben-bellistes comme pour les intégristes.

En attendant, dans les prisons, des dizaines de travailleurs et de jeunes continuent à croupir, et plus que jamais la mobilisation et la lutte pour leur libération est à l'ordre du jour.

Ne nous laissons pas berner par le régime !

A bas la dictature bourgeoise !

A bas le salaire au rendement !

Le pouvoir d'achat des travailleurs, déjà très bas, est constamment mis à mal par la hausse des prix en Algérie. Un autre facteur y contribue : c'est la généralisation par le pouvoir d'un système de rémunération liant le salaire au rendement. Nous allons voir de quelle manière la politique du régime accentue la dégradation des conditions d'existence des travailleurs et renforce leur exploitation.

UNE LEGISLATION ANTI-OUVRIERE

Le principe d'un salaire lié au rendement a été décidé il y a longtemps par le pouvoir. Le Statut Général du Travailleur (législation anti-ouvrière par excellence) l'instituait. Les décrets publiés en mai 1982 en précisaient les conditions concrètes d'application. Aujourd'hui, dans le cadre de la politique de rigueur du gouvernement, le système a tendance à se généraliser; il pourrait toucher jusqu'à 500.000 salariés. La loi prévoit un salaire en deux parties, l'une appelée salaire de base, et l'autre versée sous forme de prime liée au rendement individuel et collectif des travailleurs. La part versée sous forme de prime peut atteindre jusqu'à 40 % du total du salaire. Si celui-ci peut varier de 40%, il ne doit toutefois pas être ramené en deçà du salaire minimum garanti.

La télévision, la presse du régime fait tout une campagne de publicité autour des quelques rares entreprises où des "bénéfices" ont été versés à des travailleurs pour tenter de faire croire que c'est la règle, et que ceux-ci tirent avantage du système liant le salaire au rendement. Le but du pouvoir, les travailleurs l'apprennent tous les jours à leurs dépens, est au contraire de les faire trimer plus, d'augmenter les cadences pour améliorer la productivité, tout en abaissant de façon relative, ou absolue, les salaires.

Les capitalistes veulent aussi réduire l'absentéisme (forme de résistance passive des travailleurs à l'exploitation), puisque l'attribution des primes est fonction du nombre de jours de travail... De plus, comme il va de soi que les travailleurs n'ont pas leur mot à dire à propos des quotas de production, ils sont fixés arbitrairement par les patrons. Cela implique qu'il est possible aux capitalistes de volontairement fixer des seuils de production irréalisables dans la pratique, pour déclarer ensuite que l'entreprise en question n'a pas atteint ses objectifs, et qu'il n'est par conséquent pas possible de distribuer de "bénéfices". Mais même quand les travailleurs ont respecté les normes de production capitalistes, ils n'ont aucune garantie de se voir attribuer de prime. Il suffit que l'entreprise où ils travaillent n'arrive pas à écouler ses marchandises, que la gestion des bourgeois soit mauvaise, ou qu'une machine ne fonctionne pas, pour que les primes sautent. La notion même de "bénéfice" invoquée par les patrons pour justifier l'attribution ou la non-attribution des primes de rendement permet toutes les manipulations et leur permet de baisser à leur guise les salaires. Le "bénéfice" est considéré comme le résultat d'une soustraction, recettes moins coûts. Or ni les recettes, ni les coûts ne dépendent exclusivement du rendement des travailleurs. Les recettes sont par exemple fonction des conditions du marché (les prix peuvent varier, les marchandises peuvent trouver ou pas des acheteurs, etc.). Les coûts aussi sont susceptibles d'être arbitrairement gonflés en y incluant l'argent que "s'octroient" les patrons (les détournements, les trafics sont monnaie courante !).

.../...

LA THEORIE ET LES ACTES

Si dès le premier abord on voit le fond des intentions du régime, l'application concrète du système de rétribution liant le salaire au rendement est encore plus significative. Les conditions actuelles de l'économie capitaliste en Algérie qui s'appuient sur une politique d'investissement d'importation de technologie, de biens d'équipement, rendent les coûts de production particulièrement élevés. La possibilité pour les patrons de moduler les salaires leur permet donc de faire payer aux travailleurs les conséquences de leur politique. Par ailleurs, certaines entreprises ont un déficit "structurel" ne dépendant en aucune façon de la productivité du travail. C'est le cas de celles qui fournissent à l'agriculture des engrais, des machines agricoles, etc. à des prix nettement inférieurs aux coûts de production. Ou encore de celles qui produisent des marchandises dites de première nécessité et dont les prix sont bloqués. La SN SEMPAC par exemple, qui s'occupe de la transformation des céréales (farine, semoule, etc.), voit son déficit augmenter avec... l'augmentation de sa production. Et ce sont naturellement les travailleurs qui en font les frais.

On peut, en s'appuyant sur des chiffres publiés dans un journal officiel (Algérie Actualités, n° 940) citer un autre exemple révélateur. Il s'agit de la SN EMA (Eaux Minérales) où il existe deux branches, l'une pour la production et l'autre pour la commercialisation. La première est obligée de vendre ses produits à des prix dits de "cessions internes", c'est-à-dire des prix très bas. Résultat, au siège où l'on s'occupe de la commercialisation et de la gestion, les primes distribuées étaient de 3000 DA, les producteurs directs eux n'ayant que 14 DA. On peut remarquer le montant ridiculement bas de la prime des producteurs, et noter le fait que, quand rendement il y a, ce sont surtout les bureaucrates bourgeois qui en profitent, car comme chacun sait, ce n'est pas au siège administratif des sociétés nationales que la production s'effectue.

Pour les travailleurs, cela se traduit par une répression accrue, vu que les chefs sont "intéressés" directement par les résultats de la production. Le même numéro d'Algérie Actualités que celui cité précédemment évoque un autre exemple qui ne demande aucun commentaire. Il s'agit d'une entreprise dont le nom n'est pas précisé, mais qui est considéré par le journaliste à la solde du pouvoir comme étant banale, représentative d'une situation générale, et confirmant que le rendement du travail n'est que très vaguement reflété par le bilan comptable et financier des entreprises:

"Nombre de travailleurs : 800; Résultats bruts : 18000.000 dinars; 1/3 résultat net : 6.000.000 dinars; bénéfice attribué : 0; explication : comme on peut le constater, cette unité a réalisé des bénéfices. Mais les travailleurs n'ont pu bénéficier des résultats. En effet, cette unité a produit moins que l'année 1980; la production réalisée est inférieure à la production prévue; a augmenté ses effectifs." Cynique, le plumeur ajoute que le document dont est extrait l'exemple ne rapporte pas les appréciations des travailleurs !

A BAS LE SALAIRE AU RENDEMENT

Comme on vient de le voir, le système de paiement qu'est en train de généraliser la clique de Chadli se traduit par une baisse des salaires des travailleurs. Le salaire au rendement est dangereux aussi parce qu'il peut susciter des illusions chez les travailleurs qui seraient tentés de croire que l'amélioration de leur pouvoir d'achat est liée au sort de l'entreprise capitaliste. Il renforce la division dans le rang des ouvriers.

.../...

Certains d'entre eux espèrent s'en tirer individuellement, en faisant du zèle. Avec l'approfondissement de la crise du système capitaliste à l'échelle mondiale comme en Algérie, la bourgeoisie va accentuer sa pression sur les travailleurs et ce mode de paiement va être l'arme idéale pour que les bourgeois nous pressurent davantage. Travailler plus ne permettra pas d'augmenter nos salaires. Cela ne profitera qu'aux bourgeois. La seule solution est de se battre partout pour l'intégration des primes au salaire, tout en sachant que nous n'en finirons avec l'exploitation et l'oppression qu'en comprenant que c'est tout le système, la société capitaliste que nous devons détruire.

Pour défendre nos intérêts immédiats, comme pour venir à bout définitivement de ce système qui nous exploite, nous devons nous organiser et oeuvrer à la construction d'un parti représentant véritablement les intérêts des travailleurs, des opprimés, d'un parti communiste.

TUNISIE

A bas la dictature !

Dix condamnations à mort ont été prononcées contre des manifestants arrêtés lors des émeutes de la "révolte du pain", au début de janvier en Tunisie. Si les jeunes condamnés ne sont pas grâciés par le dictateur sénile Bourguiba, ils seront pendus.

Le conseil des avocats tunisiens (qu'on ne peut pas soupçonner d'être contre le régime) a protesté contre les conditions dans lesquelles les procès se sont déroulés. Des condamnations à mort ont été prononcées sans même que les avocats de la défense aient été entendus. Ce simple fait montre s'il en était besoin la nature véritable du pouvoir en Tunisie. Il montre aussi que l'acharnement de la bourgeoisie dans la répression est à la mesure de la peur des nantis devant les violentes manifestations de colère des masses. Ils ont senti leur pouvoir fragile. Les travailleurs les ont obligés à revenir sur les hausses de prix.

Mais pour que les masses arrivent à établir un rapport de force durable, il aurait fallu un mouvement organisé, structuré, avec des objectifs politiques clairs. Malheureusement cela n'a pas été (et ce n'est pas) le cas en Tunisie. Dès que la vague spontanée de colère est tombée, le pouvoir bourgeois en a profité. Pour que nos jeunes frères ne soient pas assassinés, pour que les travailleurs soient définitivement à l'abri de la dictature bourgeoise, il nous faut lutter. Lutter jusqu'à en finir avec cette société pourrie, son exploitation, sa répression. De toute façon, nous n'oublierons pas le jour venu de rappeler nos morts aux assassins bourgeois !

Un code de la famille réactionnaire

Le code de la famille vient d'être adopté par l'APN le 29 mai dernier en Algérie. Cela faisait des années que le "code du statut personnel" était discuté. Les hésitations du régime à ce propos traduisent l'âpreté des contradictions qui existent entre les fractions bourgeoises "libérales" et "traditionnelles". Les différences entre ces fractions sont plus formelles que réelles. Le texte définitif devra être publié dans un délai d'un mois après son adoption. Nous aurons donc l'occasion d'en reparler de manière plus détaillée à ce moment-là. Mais la presse officielle parle déjà d'un "coup porté à l'inégalité entre les sexes". Est-ce vrai ?

Evidemment non ! Il apparaît déjà que :

- la polygamie est toujours considérée comme légale, même si la première femme a le droit de demander le divorce si elle n'y consent pas.
- les discriminations concernant le droit à l'héritage sont atténuées, mais maintenues.

Si l'on se réfère à ces deux points uniquement, on peut constater que le régime bourgeois, malgré quelques concessions mineures à son aile "libérale", a adopté une législation réactionnaire qui constitue un pas supplémentaire dans l'oppression des femmes, et qui consacre sur le papier l'inégalité entre hommes et femmes.

Encore faut-il préciser qu'entre la loi et la réalité concrète de la vie des femmes, il y a un décalage énorme. Femmes vendues, battues, répudiées, enfermées à la maison et cantonnées dans le rôle de procréatrices, inégalités de salaires, devant l'emploi, etc., voilà en quelques mots la situation des femmes en Algérie.

Les nouvelles lois n'ont finalement rien de surprenant, elles confirment si besoin était la nature oppressive du régime. La situation actuelle des femmes arrange la bourgeoisie algérienne, car elles subissent un tel écrasement idéologique, moral, religieux, législatif, qu'elles n'ont que peu de possibilités d'abord de prendre conscience de leurs intérêts, ensuite de se battre contre leur sort. Que se passerait-il pour le pouvoir si la moitié non reconnue de la population active de l'Algérie réclamait son droit au travail, se révoltait contre son statut d'éternelle mineure, décidait de descendre dans la rue ?

La bourgeoisie algérienne avait besoin depuis longtemps d'un texte exhaustif qui fixe les limites étroites des libertés individuelles des femmes, (bien qu'en l'absence de ce texte, sa volonté arbitraire faisait quand même loi !). Aussi ne nous y trompons pas : nous n'avons rien à attendre de l'Etat bourgeois algérien, pas plus que de l'UNFA et du PAGS d'ailleurs, qui parfois essaient de canaliser les velléités de révoltes. Nous n'aurons en matière de droits que ce que notre lutte leur arrachera. A ce titre, la lutte des travailleuses et des femmes des masses laborieuses est celle de toute la classe ouvrière en Algérie, hommes et femmes. Nous devons tout faire pour sensibiliser les travailleurs algériens pour qu'ils participent à la lutte contre une oppression qui est aussi la leur.

Les travailleuses représentent une fraction minoritaire et particulièrement exploitée de la classe ouvrière en Algérie, sans parler des femmes de travailleurs qui ne peuvent avoir accès au marché du travail : tous les travailleurs doivent se mobiliser pour l'égalité des droits pour les femmes, et contre le statut personnel, contre le code de la famille !

NOTRE ADRESSE :

T.I.L.
29, rue Descartes
75005 PARIS

CONTACTE-NOUS ; ECRIS-NOUS !

Si nos idées t'intéressent, envoie-nous des informations sur ta boîte, ton quartier. Ce journal est ton journal, fais-le circuler, aide-nous à le faire connaître !

LIBRAIRIES

Librairie "Les 1000 et 1 nuits", rue des Ecoles, Paris 5ème
Librairie du Tiers Mythe, 21 rue Cujas, Paris 5ème
Kiosque Boulevard Saint-Michel
Librairie La Brèche, rue de Tunis, Nation
Librairie du Restaurant de la Cité Universitaire
Présence Africaine, 16 rue des Ecoles, Paris 4ème
L'Harmattan, rue des Ecoles, en face
Scoop Imazighen, 11 rue Lesdiguières, Bastille
Librairie Alternatives, 47 rue Saint-Honoré, Paris 1er

ABONNEMENTS

France	Etranger	
60 Fr	80 Fr (écris-nous)	EN TIMBRES POSTE

Nous vous rappelons que nous ne pouvons accepter ni les chèques ni les mandats.

Abonnement militant : 100 Fr

SOUSCRIPTION

Nous ouvrons une souscription en soutien militant à notre journal. Envoie-nous ce que tu peux !

QUI SOMMES-NOUS ?

من نحن ؟

Ce mensuel est l'expression de l'Organisation Communiste Révolutionnaire Internationaliste d'Algérie : il veut être le lien entre la réalité que vivent les travailleurs dans l'immigration, et celle de leurs pays d'origine. C'est aussi un moyen de contact avec les camarades qui se fixent les mêmes objectifs que nous. Pourquoi militons-nous ?

Pour :

- L'Organisation** : pour construire un parti ouvrier efficace et organisé, centralisé et démocratique, qui puisse être à l'avant-garde des luttes au Maghreb, et lutter pour l'indépendance de classe des travailleurs.
- Communiste** : parce que nous nous réclamons de la ligne qui va de Marx-Engels jusqu'à Lénine. Pour nous, le communisme n'a ni le visage de Marchais, ni celui de Tchernenko. Il n'y a pas de pays communiste au monde, où les classes, le salariat et les rapports marchands aient été abolis.
- Révolutionnaire** : parce que nous luttons pour la destruction de l'Etat bourgeois, contre le capitalisme privé ou d'Etat.
- Internationaliste** : parce que les travailleurs n'ont pas de patrie. Les frontières sont le cadre de leur exploitation. La société communiste ne peut se construire dans un seul pays. L'émancipation des travailleurs exige leur unité internationale, par-delà les limites nationales.
- d'Algérie** : parce que nous sommes maghrébins, et que nous pensons que la meilleure façon de contribuer à la construction d'un parti ouvrier international est d'abord de renforcer les sections nationales.

هذه المجلة تعبير عن المنظمة الشيوعية الثورية الاممية للجزائر : تريد أن تكون حلقة الوصل بين الواقع الذي يعيش فيه العمال في الهجرة وحياتهم في البلدان الاصلية، وهذه أيضا وسيلة للاتصال مع الرفاق الذين عندهم نفس الاهداف . لماذا نناضل . من أجل :
التنظيم : لبناء حزب عمالي فعال ومنظم على أساس مركزية ديمقراطية الذي يستطيع أن يكون طليعة النضال في المغرب ويناضل من أجل استقلالية الطبقة العاملة .
شيوعي : لاننا نستند الى الخط يبدأ من "ماركس و أنجلز" الى "لنين" . بالنسبة لنا ، وجوه "مارشيل و تشارننكو" لا يعبرون عن الشيوعية . لا تجد بلد في العالم حيث زال فيها الطبقات ، العمل المأجور و علاقات السوق .
ثوري : لاننا نناضل من أجل تحطيم الدولة البورجوازية ، نهد رأس المال الخاصة و الدولة .
أممي : الحدود هي للاستغلال لأن ليس للعمال وطن . المجتمع الشيوعي لا تمضي في بلد واحد . يقتضي تحرير الطبقة العاملة على كسر الحدود و وحدتهم الاممية .
للجزائر : لاننا مغاربة و نفكر أن أحسن طريقة التي تؤدي بنا لتأسيس حزب عمالي أممي هي أن نبدا بتعزيز فروع وطنية .